

**COALITION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA
RIZICULTURE EN AFRIQUE (CARD)**

**RAPPORT DE L'ATELIER D'APPUI CONCERNANT LES
STRATÉGIES NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT DE
LA RIZICULTURE POUR LE DEUXIÈME GROUPE DE
PAYS DE LA CARD**

qui s'est tenu au Centre du riz pour l'Afrique à Cotonou (Bénin)
du 5 au 9 juillet 2010

Août 2010

Table des matières

1. Résumé	2
2. Contexte et objectifs	2
3. Rapport détaillé	2
3.1 Séance d'ouverture	2
3.2 Exposés des conseillers techniques / animateurs	2
3.3 Evaluation par les pairs des SNDR et suggestions pour les améliorer	2
3.4. Harmonisation des SNDR avec les CSLP, les stratégies sectorielles et le PDDAA.....	2
3.5. Désignation et motivation des champions	2
3.6. Exercices pratiques pour l'élaboration des profils de projet et de la matrice des éléments d'intervention du sous-secteur (MEIS).....	2
3.7. Résultats des débats qui ont eu lieu tout au long de l'atelier	2
3.8. Conclusions.....	2
Annexe 1: Programme de l'atelier.....	2
Annexe 2: Liste des participants	2
Annexe 3: Sous-secteur / Matrices des éléments d'intervention – Liste des résultats	2
Annexe 4: Renforcement de la chaîne de valeur du riz en Afrique	2

1. Résumé

Un «Atelier d'appui pour la formulation des stratégies nationales de développement de la riziculture» s'est tenu du 5 au 9 juillet 2010 au Centre du riz pour l'Afrique (AfricaRice) à Cotonou (Bénin).

L'atelier a été organisé par le Secrétariat de la CARD et AfricaRice afin d'aider le deuxième groupe de 11 pays de la CARD à élaborer leur stratégie nationale de développement de la riziculture (SNDR).

Les pays du deuxième groupe de la CARD sont les suivants: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gambie, Liberia, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Togo et Zambie. Tous les pays ont présenté leur avant-projet de SNDR à l'exception de la RDC qui a présenté l'état actuel du développement rizicole dans le pays.

La réunion a prévu une évaluation par les pairs des avant-projets par petits groupes de pays répartis selon les affinités linguistiques officielles, ce qui leur a donné l'occasion de faire des comparaisons entre eux pour améliorer les SNDR et établir des synergies/ normalisations futures.

Les cinq jours de sessions intensives de l'atelier ont eu pour résultat de solides recommandations pour l'amélioration des projets et des actions concrètes en vue de l'achèvement et de la mise en œuvre subséquente des SNDR.

Tous les participants ont effectivement reconnu la diversité des composantes de la chaîne de valeur du riz, dont il faut tenir compte en vue de réaliser un développement rizicole satisfaisant.

Sur la base des résultats, les délégués ont présenté les actions de suivi qu'ils projettent de mener en vue du lancement de la SNDR. Plusieurs pays prévoient d'organiser le lancement d'ici la fin de l'année. Certains pays pourraient avoir besoin d'une assistance technique pour la rédaction finale de la SNDR (première version).

2. Contexte et objectifs

Conformément à l'agrément de la troisième Assemblée générale qui s'est tenue à Arusha (Tanzanie) en mai 2010, la Coalition a commencé à appuyer pleinement le deuxième groupe de pays de la CARD, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, la Gambie, le Liberia, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Togo et la Zambie.

A cet égard, le Secrétariat de la CARD, en coopération avec AfricaRice, a organisé un atelier régional à Cotonou (Bénin) du 5 au 9 juillet 2010.

Cet atelier est l'un des efforts déployés par la Coalition pour aider le deuxième groupe de pays à développer leur SNDR à partir de l'actuel avant-projet. Plus précisément, les objectifs de l'atelier sont les suivants:

- Mener une évaluation par les pairs de l'avant-projet de SNDR pour normalisation / amélioration;
- Dans l'optique d'un financement durable de la SNDR, déterminer les actions nécessaires pour mettre en harmonie la SNDR et les autres cadres de développement / financement, tels que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, les stratégies sectorielles et d'autres initiatives, notamment le PDDAA;
- Prendre la mesure des interventions rizicoles dans chacun des pays.

Le présent rapport fait le résumé des principaux résultats de cet atelier d'appui. Le programme de l'atelier se trouve à l'annexe 1.

L'atelier a vu la participation de deux représentants du groupe de travail national de chacun des onze pays du deuxième groupe. La liste complète des participants se trouve à l'annexe 2.

A part les personnels et les animateurs appartenant au secrétariat de CARD et au Centre du riz pour l'Afrique, des personnels des organisations membres du Comité directeur, à savoir le Fonds international de développement agricole

(FIDA), l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) et l'Agence japonaise pour la coopération internationale (JICA), ont également participé à l'atelier.

3. Rapport détaillé

3.1 Séance d'ouverture

Un représentant du Ministère béninois de l'Agriculture a prononcé le discours principal. Il a exprimé l'appui de son pays à l'initiative CARD de doubler la production rizicole en Afrique d'ici 2018, parce qu'elle correspond aux OMD visant à augmenter la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté.

Dans son allocution d'ouverture, M. Paul Kiepe, qui représentait M. Marco Wopereis, Directeur général adjoint pour la recherche, AfricaRice, a mis l'accent sur le contexte historique du Centre du riz pour l'Afrique et fait valoir les avantages que les pays du deuxième groupe peuvent tirer des expériences du premier groupe et l'importance que revêt le riz aussi bien pour les pays africains que pour AfricaRice. Au nom du Directeur général (M. Papa Abdoulaye Seck) et du Directeur adjoint pour la recherche, il a souhaité aux délégués la bienvenue au Centre du riz pour l'Afrique.

M. Hiroshi Hiraoka, du Secrétariat de la CARD, a donné une vue d'ensemble de la situation des pays du premier groupe, de la mise en œuvre des SNDR et des enseignements tirés. Il a, entre autres, défini l'objectif de la CARD qui est d'augmenter les investissements en faveur du développement de la riziculture, notamment par le biais des cadres de financement en place, en facilitant les possibilités de financement des pays membres. Parmi les enseignements tirés, il a cité l'importance du traitement post-récolte et de la commercialisation pour les pays membres, et la pertinence de la diversité (qualité) et du nombre (quantité) des membres du groupe de travail. Enfin, l'utilité d'harmoniser la SNDR avec les autres stratégies sectorielles a été soulignée.

3.2 Exposés des conseillers techniques / animateurs

Le premier exposé, sur l'accord et les plans de financement du PDDAA, a été fait par M. Mbaye Yade du Regional Strategic Analysis and Knowledge Support

System (ReSAKSS). Le ReSAKSS est un réseau à l'échelle de l'Afrique, qui a été mis en place pour fournir des analyses, données, et outils rapidement utilisables de la plus haute qualité afin de favoriser la prise de décision fondée sur des bases factuelles, de mieux faire connaître le rôle que joue l'agriculture dans le développement en Afrique, de combler les lacunes en matière de connaissances, de promouvoir le dialogue et de faciliter l'analyse comparative. A cet égard, le ReSAKSS a participé aux processus d'examen associés au Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et à d'autres initiatives régionales de développement agricole en Afrique. L'orateur a rappelé que toutes les stratégies et plans d'action nationaux ayant trait à l'agriculture doivent concorder avec le PDDAA, qui est le principal cadre de référence.

L'orateur suivant était M. Aliou Diagne, Chef du Programme d'évaluation des politiques et de l'impact d'AfricaRice, qui a exposé clairement l'intention du Centre de renforcer la diffusion de données numériques sur le riz en Afrique subsaharienne à l'aide d'études d'impact et d'analyses économiques du riz dans cette région, l'accent étant mis sur l'adoption de technologies, l'analyse de la pauvreté, et les aspects politiques et institutionnels du secteur rizicole. Ce travail devrait s'achever dans les 3 à 5 années à venir.

C'est ensuite M. Cheikh Sourang, représentant du FIDA et actuel co-président du Comité directeur de la CARD, qui a fait une présentation dans laquelle il a dit prévoir la possibilité d'une augmentation du prix du riz du fait de la réduction de la production actuelle de céréales dans le monde. Il a indiqué l'importance d'être attentif aux taux annuels de croissance, outre l'objectif global de doubler la production, étant donné que la demande doit nécessairement évoluer en fonction de la croissance démographique. Dans le cadre de l'offre et de la demande, il a souligné l'importance des partenariats aux niveaux local et international.

Au cours des sessions des groupes de travail francophone et anglophone, deux présentations basées sur les expériences du premier groupe de pays de la CARD ont été faites par M. Souleymane Diouf, consultant de la CARD:

- i) Informations sur les CLSP, les stratégies sectorielles et le PDDAA et leurs rapports avec la SNDR
- ii) Désignation des champions: Enseignements tirés du premier groupe de pays.

La première présentation traitait surtout des caractéristiques principales des CLSP et des stratégies sectorielles, et notamment de la place accordée au riz dans ces documents.

La deuxième concernait la désignation des champions durant le processus d'élaboration, de planification et de financement des stratégies / projets / programmes. Dans ce contexte, il a attiré l'attention sur le fait que la composition des parties prenantes peut varier selon le degré de décentralisation des pays qui les font classer en deux catégories: i) pays où la décentralisation est bien avancée, et ii) ceux dans lesquels le processus de prise de décision est centralisé.

3.3 Evaluation par les pairs des SNDR et suggestions pour les améliorer

Les délégués ont présenté lors d'une plénière l'avant-projet de leur SNDR, à l'exception des représentants de la Zambie qui, du fait de vols retardés n'ont pu arriver à Cotonou que le lendemain.

Pour l'évaluation par les pairs des SNDR, les participants ont été répartis en trois groupes assortis chacun d'un animateur: un groupe pour les pays anglophones (Ethiopie, Gambie, Liberia, Rwanda et Zambie) et deux pour les pays francophones, l'un regroupant le Bénin, le Burkina Faso et la République centrafricaine, et l'autre la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo et le Togo.

Avant de procéder à l'évaluation par les pairs, les animateurs ont présenté et explicité la forme et le fond des SNDR ainsi que les modalités de planification et d'échelonnement. Ensuite, par une libre expression d'idées, les débats se sont centrés sur les différents composants de la chaîne de valeur du riz qui, outre les questions de production et d'irrigation, comporte d'autres aspects essentiels comme i) la mécanisation, ii) l'amélioration de la qualité, iii) les routes et les chemins d'accès, iv) l'accès aux intrants et au crédit, v) la commercialisation, vi) la nécessité d'un environnement propice (questions politiques, questions institutionnelles et cadre réglementaire) dont il faut aussi tenir compte.

Dans un deuxième temps, sur la base du format proposé, on a demandé aux délégués d'évaluer les stratégies des autres pays. Cette approche s'est avérée fructueuse car elle a suscité une interaction parmi les participants leur permettant de bien comprendre ce que l'on attendait d'eux et à quelles sources

d'information puiser.

Tous les délégués ont noté et accepté dans une grande mesure les critiques minutieuses de leurs collègues des autres pays et qui portaient aussi bien sur la forme que sur le fond.

Pendant la séance plénière de la dernière journée, ces critiques ont été affichées par les délégués des pays concernés qui se sont engagés à en tenir compte pour améliorer leur SNDR.

Les améliorations suggérées pour les différents pays étaient les suivantes:

Pays	Commentaires/Problèmes
Bénin	Indiquer précisément les principaux composants de la chaîne de valeur et les principaux acteurs; fournir des données concernant les importations; créer une gouvernance institutionnelle diverse au sein du comité directeur; consulter le manuel du FIDA sur la chaîne de valeur pour mieux suivre le processus; élaborer une feuille de route, recenser les problèmes et solutions.
Burkina Faso	Mettre à profit les enseignements tirés de l'expérience des pays du premier groupe dans le domaine de l'allocation des ressources; élaborer une feuille de route sur la manière de traiter les problèmes à partir d'une analyse de la situation actuelle; expliquer plus clairement l'organigramme de gouvernance.
Côte d'Ivoire	Elaborer une feuille de route; relier la SNDR au PDDAA; définir le rôle du Comité directeur du Secteur Riz pour éviter tout conflit de gouvernance; fournir des explications concernant la production rizicole et des données de demande; définir le rôle du gouvernement et des acteurs clés dans le sous-secteur du riz.
République centrafricaine	Eclaircir les lignes de gouvernance en définissant les rôles de S&E; fournir des données sur la production, les rendements et les projections.

R. D. Congo	Faire de la SNDR une occasion d'aider le pays à sortir de la crise consécutive au conflit; privilégier la production semencière; repérer les écosystèmes présentant le plus grand potentiel.
Ethiopie	Mettre l'accent sur les stratégies d'intervention utiles comme le renforcement des capacités, les changements politiques; élaborer une feuille de route pour déterminer les stratégies de manière systématique; faire participer un nombre plus grand de parties prenantes.
Gambie	Expliquer le choix des écosystèmes pour l'intervention SNDR; une feuille de route est nécessaire pour poursuivre le plan d'action; étudier la possibilité d'introduire de nouvelles semences NERICA dans les bas fonds; forger des liens avec un nombre plus grand d'institutions.
Liberia	Expliquer plus clairement les stratégies du sous-secteur; étudier les voies et moyens d'augmenter les rendements dans les basses terres où l'environnement est plus favorable à la production; définir le rôle du Comité semencier qui relève du Ministère de l'Agriculture; il faut fixer des objectifs SNDR réalistes plutôt que modestes pour répondre aux besoins de l'après conflit; les interventions SNDR doivent prendre en considération les analyses coûts-avantages, notamment lorsqu'il s'agit d'investissements capitalistiques.
Rwanda	Fournir des précisions concernant la demande de riz par habitant; exposer clairement les objectifs de la SNDR; définir clairement les écosystèmes et leurs rendements actuels et potentiels; fournir des précisions concernant la place respective des hommes et des femmes dans la production rizicole.
Togo	Redéfinir clairement la gouvernance de manière à exposer les liens entre commerçants et producteurs; préciser les niveaux prévus de production rizicole d'ici 2018 par rapport à la production agricole totale afin de justifier l'importance du riz en tant que culture vivrière assurant la sécurité alimentaire dans le PNIA; donner des détails sur les avantages du Forum national dans le processus SNDR.

Zambie	Définir clairement la structure de gouvernance (préciser le rôle de la Zambian Rice Federation; harmoniser les rendements par hectare; fournir des précisions concernant le commerce transfrontalier du riz; expliquer les préférences en matière de consommation du riz; classification des riziculteurs (typologie); place respective des hommes et des femmes dans la production rizicole; préciser les priorités agro-écologiques.
--------	--

3.4. Harmonisation des SNDR avec les CSLP, les stratégies sectorielles et le PDDAA

Une séance d'information sur les CSLP, les stratégies sectorielles et le PDDAA a eu lieu en français pour les pays du groupe francophone et en anglais pour les pays du groupe anglophone. Elle avait pour objectif de rendre les participants conscients de l'importance de concilier les SNDR avec les CSLP, les stratégies sectorielles pertinentes et le PDDAA. L'exposé a été suivi de discussions sur la manière d'extraire, d'interpréter et d'analyser les informations contenues dans les CSLP / stratégies sectorielles / PDDAA et de les rapporter à la SNDR, étant donné que ces informations n'ont pas directement trait au riz. Par exemple, la SNDR peut établir qu'il est nécessaire d'aménager des routes de desserte pour que la production accrue de riz puisse atteindre les marchés.

D'après les discussions, il est apparu que les délégués ont fait leur les points ci-après dont ils vont informer leur groupe de travail:

- L'importance de répertorier les projets et programmes rizicoles en cours.
- Elaborer une matrice des éléments d'intervention dans le sous-secteur.
- Comment déterminer à partir d'une matrice les occasions à saisir et les lacunes (concilier l'offre et la demande).
- L'importance d'intégrer les investissements SNDR dans les différents cadres des dépenses.

Par ailleurs, ils ont reconnu les avantages de l'alignement des SNDR sur les CSLP et le PDDAA, à savoir i) préparer le terrain pour un appui plus grand de la part

de bailleurs de fonds, et ii) contribuer à assurer la pérennité du financement et de la mise en œuvre de la SNDR.

3.5. Désignation et motivation des champions

Cette question a également été présentée en français et en anglais pendant les sessions des groupes de travail. L'exposé a mis l'accent sur le rôle des champions (enseignements tirés de l'expérience des pays du premier groupe) et sur ce dont il faut les informer et les motiver pour appuyer la cause du développement de la riziculture.

En complément de l'exposé de M. Diouf, M. Cheikh Sourang a décrit le processus de renforcement de la chaîne de valeur du riz en Afrique. Il a classé les éléments moteurs en Acteurs et Catalyseurs et indiqué les marges de manœuvre du processus de mise en œuvre. M. Mustapha Ceesay, consultant de la CARD, a résumé cette présentation sous forme graphique (voir annexe 4). Les Acteurs comprennent les champions qui sont les principaux protagonistes et les autres parties prenantes. Les changements feront des gagnants et des perdants parmi les parties prenantes. Il sera donc nécessaire de trouver des mesures de compensation. Quant aux Catalyseurs, ce sont des événements et processus propices à la sécurité alimentaire et au développement agricole. S'agissant du processus de mise en œuvre de la SNDR, M. Sourang a indiqué les espaces dans lesquels manoeuvrer, à savoir le contexte culturel, les politiques, les institutions, le financement, les partenariats et les systèmes de gestion des connaissances.

Après discussion de la question «qui peut-on considérer comme champions», les participants sont arrivés à quatre conclusions principales:

- La désignation des champions est un élément clé qui peut appuyer et faciliter une bonne intégration / mise en œuvre de la SNDR.
- Le choix des champions (parmi les parties prenantes) doit se faire à tous les niveaux: gouvernement central, régional et local.
- Il est entendu que les champions ne sont pas nécessairement les autorités, et qu'il peut s'agir d'institutions et / ou de personnes influentes, et dans certains cas, de partenaires de développement qui sont en mesure d'influencer les décideurs.

- Il est nécessaire de mener une plus grande action de sensibilisation fondée sur des données probantes auprès des champions.

Les délégués informeront leurs groupes de travail qui ont un rôle à jouer dans la désignation et la sensibilisation des champions. Ils sont convaincus que grâce à cette action il sera possible de mettre en œuvre les activités requises et de mobiliser des ressources supplémentaires.

3.6. Exercices pratiques pour l'élaboration des profils de projet et de la matrice des éléments d'intervention du sous-secteur

Sous la direction des animateurs, ces deux exercices pratiques ont été effectués lors des sessions de groupes de travail.

L'élaboration des profils de projet a pour objet d'accéder aux documents de stratégie appropriés, de les comprendre et de relier leurs priorités à celles de la SNDRT.

Les éléments de la feuille de saisie du profil de projet ont été passés en revue ainsi, qu'à titre d'exemple, des feuilles remplies par un pays membre. Après quoi, des feuilles vierges ont servi aux participants à consigner des données contenues dans un document de projet de pays qui leur avait été fourni. L'exercice s'est avéré utile, les délégués ayant démontré avoir compris la tâche qui leur a été impartie.

S'agissant de la matrice des éléments d'intervention du sous-secteur, le résultat escompté est de repérer les disparités entre besoins et ressources et d'élaborer une matrice. Les définitions des éléments et paramètres du tableau de la matrice ont été examinés et expliqués. Les délégués ont dit avoir bien compris comment élaborer une matrice en vue de cerner les possibilités et les disparités (concilier l'offre et la demande).

3.7. Résultats des débats qui ont eu lieu tout au long de l'atelier

Tous les participants ont reconnu la diversité des éléments constitutifs de la chaîne de valeur du riz qui se trouvent en amont et en aval de la production. Par

conséquent, il est évident que, pour un bon développement rizicole, tous les facteurs qui influent sur le riz aux différentes étapes (de la ferme au marché) doivent être pris en compte. A cet égard, comme il a été mentionné plus haut, on trouvera à l'annexe 4 un graphique sur le renforcement de la chaîne de valeur du riz en Afrique.

Les questions clés ci-après, qui ont été débattues, doivent être considérées comme des recommandations pour tous les pays:

- 1) Débattre de la SNDR avec les groupes de travail des partenaires de développement tels que celui responsable de l'agriculture ainsi qu'avec les autres parties prenantes concernées.
- 2) Avoir une feuille de route précise pour les actions qui indique clairement les problèmes, les solutions (en cours et / ou prévues) et le calendrier afférent.
- 3) Faire participer d'autres ministères / institutions / parties prenantes concernés à la formulation / élaboration de la SNDR.
- 4) Recenser toutes les principales parties prenantes de la chaîne de valeur du riz et analyser leurs rôles et responsabilités.
- 5) Faire le lien entre la SNDR et l'initiative PDDAA / d'autres initiatives nationales et internationales en termes d'investissements pour le développement rizicole.
- 6) Désigner des champions à tous les niveaux: gouvernement central, régional et local. Il est entendu que les champions ne sont pas nécessairement les autorités, et qu'il peut s'agir d'institutions et / ou de personnes influentes, et dans certains cas, de partenaires de développement qui sont en mesure d'influencer les décideurs.
- 7) Assurer une meilleure coordination et communication avec les champions (comme le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de la Planification, l'équipe pays / le coordinateur du PDDAA) et les parties prenantes concernées (y compris le secteur privé).
- 8) Créer avec l'appui du secrétariat de la CARD un forum électronique permettant aux pays de discuter, d'échanger des vues et de mettre en commun leurs expériences relatives au développement rizicole. Les

principales parties prenantes de la chaîne de valeur du riz de chaque pays doivent y prendre part.

3.8. Conclusions

La réunion a donné l'occasion d'un examen par les pairs des projets de SNDR en vue de les améliorer. Cet examen s'est fait par petits groupes de pays répartis selon les affinités linguistiques officielles (français et anglais). Il a permis d'établir des comparaisons et de créer des synergies/ normalisations qui seront utiles pour les actions qui seront menées à l'avenir aux niveaux national et régional.

Les délégués ont présenté les actions de suivi qu'ils se proposent de mener avant le lancement de la SNDR. Plusieurs pays prévoient ce lancement d'ici la fin de l'année. Certains pays pourraient avoir besoin d'une assistance technique pour la rédaction finale de la SNDR (première version). Présentement, il est prévu que le Bénin, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Liberia, le Rwanda et le Togo bénéficient de cette assistance.

La feuille de route préliminaire pour chacun des pays est la suivante:

Calendrier proposé	Finalisation de la SNDR	Lancement
Bénin	août	12 – 14 octobre
Burkina	fin août	décembre
Rép. centrafricaine	août	
Côte d'Ivoire	22 juillet	27 – 30 août
RDC	Une assistance de la part du secrétariat de la CARD est essentielle.	
Ethiopie	Terminée	septembre
Gambie	septembre	octobre
Liberia	15 août	15 septembre
Rwanda	juillet / août avec profils et matrices de projets	novembre
Togo	août	septembre
Zambie	août	septembre

La réunion a été clôturée par le Directeur adjoint pour la recherche du Centre du riz pour l'Afrique (AfricaRice), M. Marco Wopereis, qui a indiqué les trois principales voies à suivre en matière de SNDR:

- La SNDR ne doit pas être un simple document mais aussi une feuille de route réaliste des actions et investissements dans le secteur rizicole
- Inclusion de tous les ministères sectoriels concernés (Agriculture, Industrie, Commerce, Economie, Finances et Planification, etc.)
- Inclusion des associations de producteurs, transformateurs, commerçants du riz, y compris les principaux importateurs, etc.

Annexe 1: Programme de l'atelier

Horaire	Activité	Orateurs/ Animateurs
Jour 1 Lundi 5 juillet: ORIENTATION		
8 h 30 – 8 h 45	Accueil et présentations, Vue d'ensemble de CARD	Représentant du Ministère de l'Agriculture du Bénin Dr Marco Wopereis, AfricaRice
8 h 45 – 9 heures	Allocution d'ouverture prononcée par un des co-présidents actuels du Comité directeur	M. Cheikh Sourang, FIDA
9 heures – 9 h 30	Situation du Groupe 1 CARD: mise en œuvre et enseignements tirés	M. Hiroshi Hiraoka, Secrétariat de la CARD
9 h 30 – 10 heures	Accords et plans de financement du PDDAA	M. Mbaye Yade, expert de ReSAKSS basé à l'IITA
10 h 30 – 11 heures	Pause café	
11 heures – 11 h 30	Renforcer la diffusion de données numériques sur le riz en Afrique subsaharienne	M. Aliou Diagne, AfricaRice
11 h 30 – 13 heures	Présentation de projets de SNDR: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire	Représentants des pays (20' x 3 + Q&R)
13 heures – 14 heures	Déjeuner	
14 heures – 16 heures	Projets de SNDR: République centrafricaine, RDC, Ethiopie, Gambie	Représentants des pays (20' x 4 + Q&R)
16 heures – 16 h 30	Pause café	
16 h 30 – 18 h 30	Projets de SNDR: Liberia, Rwanda, Togo, Zambie	Représentants des pays (20' x 4 + Q&R)
Jour 2 Mardi 6 juillet: EVALUATION PAR LES PAIRS: GROUPES DE DISCUSSION		
8 h 30 – 9 h 30	Récapitulation du format et contenu SNDR souhaité Programme et horaire des sessions des groupes de discussion	Dr Mustapha Ceesay, Consultant CARD (An) Dr Amadou Beye, AfricaRice (Fr)
9 h 30 – 10 h 30	Groupes de discussion Session 1: Examen des avant-projets de SNDR Groupe francophone 1: Bénin, Burkina Faso, République centrafricaine Groupe francophone 2: Côte d'Ivoire, RD Congo, Togo Groupe anglophone: Ethiopie, Gambie, Liberia, Rwanda, Zambie	Groupe francophone 1: Animateur: Dr Aliou Diagne, AfricaRice Groupe francophone 2: Animateur: Dr Ibrahima Bamba, AfricaRice Groupe anglophone: Animateur: Dr Joe Rickman, IRRI
10 h 30 – 11 heures	Pause café	
11 heures – 13 heures	Groupes de discussion Session 2: Examen des avant-projets de SNDR (suite)	

13 heures – 14 heures	Déjeuner	
14 heures – 16 heures	Les équipes nationales s’emploient à améliorer les SNDR	
16 heures – 16 h 30	Pause café	
16 h 30 – 17 h 30	Les équipes nationales s’emploient à améliorer les SNDR	
19 h 30 - 21 h 30	Dîner d’accueil	Ms Yabre Safiatou, AfricaRice
Jour 3 Mercredi 7 juillet: GROUPES DE DISCUSSION (suite) Faire correspondre SNDR et CSLP, stratégies sectorielles, PDDAA et désignation et motivation des champions		
8 h 30 – 9 h 30	Groupe francophone 1&2: Informations sur les CSLP, les stratégies sectorielles et le PDDAA et leurs rapports avec la SNDR	M. Souleymane Diouf, Consultant CARD (Français)
	Groupe anglophone: Les équipes nationales élaborent des profils de projet	Dr Mustapha Ceesay (Anglais)
9 h 30 – 11 heures	Groupe francophone 1&2: Examen des problèmes pratiques, comment accéder aux documents de stratégie pertinents, comment les interpréter et comment établir des rapports entre leurs priorités et celles de la SNDR	Dr Amadou Beye (Français)
	Groupe anglophone: Informations sur les CSLP, les stratégies sectorielles et le PDDAA et leurs rapports avec la SNDR	Mr Souleymane Diouf (Anglais)
11 heures 11 h 30	Pause café	
11 h 30 – 13 heures	Groupe francophone 1&2: Désignation des champions: Enseignements tirés de l’expérience des pays du premier groupe	Mr Souleymane Diouf (Français)
	Groupe anglophone: Examen des problèmes pratiques, comment accéder aux documents de stratégie pertinents, comment les interpréter et comment établir des rapports entre leurs priorités et celles de la SNDR	Dr Mustapha Ceesay (Anglais)
13 heures - 14 heures	Déjeuner	
14 heures 15 h 30	Groupe francophone 1&2: Les équipes nationales élaborent des profils de projet	Dr Amadou Beye (Français)
	Groupe anglophone: Désignation des champions: Enseignements tirés de l’expérience des pays du premier groupe	Mr Souleymane Diouf (Anglais)
15 h 30 – 16 heures	Pause café	
16 heures – 16 h 45	Groupe francophone 1&2: Récapitulation: Etape suivante	M. Souleymane Diouf (Français)
	Groupe anglophone: Les équipes nationales élaborent des profils de projet (suite)	Mr Mustapha Ceesay (Anglais)

16 h 45 – 17 h 30	Groupe francophone 1&2: Les équipes nationales élaborent des profils de projet (suite)	Dr Amadou Beye (Français)
	Groupe anglophone: Récapitulation: Etape suivante	Dr Souleymane Diouf (Anglais)
Jour 4 Jeudi 8 juillet: GROUPES DE DISCUSSION (suite): Cerner les disparités entre besoins et ressources et élaborer des matrices		
8 h 30 – 11 heures	Chacun des groupes: Recensement des disparités entre besoins et ressources et élaboration des matrices	Groupe francophone 1&2: Dr Amadou Beye Groupe anglophone: Dr Mustapha Ceesay
11 heures – 11 h 30	Pause café	
11 h 30 – 13 heures	Les équipes nationales s'emploient à élaborer les matrices	
13 heures – 14 heures	Déjeuner	
14 heures – 15 h 30	Chacun des groupes: Rapport en plénière sur les progrès réalisés pour favoriser un apprentissage collectif	Groupe francophone 1: M. Souleymane Diouf Groupe francophone 2: Dr Amadou Beye Groupe anglophone: Dr Mustapha Ceesay
15 h 30 – 16 heures	Pause café	
16 heures – 17 h 30	Chacun des groupes: Rapport en plénière sur les progrès réalisés pour favoriser un apprentissage collectif (suite)	
Jour 5 Vendredi 9 juillet: PRÉSENTATION DES RÉSULTATS & PLANIFICATION DES MESURES À PRENDRE		
8 h 30 – 10 heures	Exposé sur les révisions 1 de la SNDR	Représentants des pays (15'x 6)
10 heures – 10 h 30	Pause café	
10 h 30 – midi	Exposé sur les révisions 2 de la SNDR	Représentants des pays (15'x 5 + Q&R)
midi – 12 h 30	Planification des mesures à prendre y compris l'organisation d'ateliers nationaux SNDR	Dr Amadou Beye, AfricaRice
12 h 30 – 13 heures	Discours de clôture et conclusion	Dr Marco Wopereis, AfricaRice
13 heures – 14 heures	Déjeuner	
14 heures – 15 h 30	Visite des locaux d'AfricaRice	Dr Cyrille Adda, AfricaRice

Annexe 2: Liste des participants

Pays de résidence	Titre	Nom	Prénom(s)	Fonctions	Organisation
Bénin	Ms	ALIDOU D.	Aichatou	Point Focal PNSA - FAO - MAEP	DPP - MAEP
Bénin	Mr	ASSIGBE	Paulin	Coordinateur National du Projet multinational de Diffusion du Riz NERICA	Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB)/MAEP
Burkina Faso	Dr	ZIGANI	Lamoussa Mathias	Point Focal Adjoint	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
Burkina Faso	Ing	OUATTARA	Youssouf	Coordonnateur National du Projet Riz Pluvial, Point Focal	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
Burkina Faso JICA	Ing	SARE	Salifou	Assistant Programme Agriculture et Développement Rural	Bureau JICA du Burkina Faso
RCA	Mr	KADEKOY-TIGAGUE	David	Directeur de la Coordination Scientifique et Technique, Point Focal	Institut Centrafricain de la Recherche Agronomique (ICRA)
RCA	Mr	BENINGA	Jérémie	Directeur des Opérations, Membre du Task Force	Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA)
Côte d'Ivoire	Ms	KOUASSI	Adjoua Jeannine	Agronome chargée de la planification	Ministère de l'Agriculture
Côte d'Ivoire	Mr	DEMBELE	Yacouba	Directeur du Programme National de Riziculture	Programme National de Riziculture, Ministère de l'Agriculture, Côte d'Ivoire
RDC	Mr	LUSAKWENO	Nalembe André	Chef de Division de l'Agro-Industrie	Ministère de l'Agriculture

RDC	Mr	KOY KAYOMBO	Florent Richard	Coordonnateur national	Programme National Riz/Ministère de l'Agriculture
Ethiopie	Dr	BIMEREW	Dawit Alemu	Coordinator, Agricultural Economics, Research Extension & Farmers Linkage	Ethiopian Institute of Agricultural Research
Ethiopie	Mr	BEDIYE	Teshome Negussie	Coordinator, Rice Research & Development, Secretary, Rice Technical Committee	JICA in Ministry of Agriculture & Rural Development
Gambie	Dr	CEESAY	Mustapha	Consultant	National Agricultural Research Institute
Gambie	Mr	MARONG	Alphu Jain	Regional Director	Ministry of Agriculture, Gambia
Liberia	Dr	ZINNAH	Moses Moroe	Senior Food Security Advisor	Ministry of Agriculture
Liberia	Dr	SUBAH	Sizi Z	Deputy Minister for Technical Services	Ministry of Agriculture
Rwanda	Mr	SENDEGE	Norbert	Director General	Rwanda Agricultural Development Authority
Rwanda	Mr	CYUBAHIRO	Edouard	Head of Rice Development Unit	Rwanda Agricultural Development Authority
Rwanda JICA	Mr	SUZUKI	Fumihiko	Program Manager	JICA Rwanda Office
Togo	Mr	ABOA	Kossi	Ingénieur agronome, Sélectionneur Riz à l'ITRA, Chef Programme Riz	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP)
Togo	Mr	KADJOSSOU	Bama Akouso	Ingénieur agronome, Chef de Division de la Promotion des Cultures vivrières	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP)
Zambie	Dr	MASUHWA	Kayoya	Chief Agricultural Officer (Tree Crops)	Ministry of Agriculture & Cooperatives
Zambie	Mrs	PHIRI	Mutakwa Dora	Chief Cooperatives Officer	Ministry of Agriculture & Cooperatives
Côte d'Ivoire	Dr	BEYE	Amadou	Senior Seed Expert, Coordinator Japan Emergency Project	Africa Rice Centre

Sénégal	M.	DIOUF	Souleymane	Consultant	Secrétariat de la CARD
Kenya	Dr	VON KAUFMANN	Ralph		Secrétariat de la CARD
Mozambique	Mr	RICKMAN	Joseph	Regional Coordinator, IRRI East & Southern Africa	International Rice Research Institute (IRRI)
Bénin	Dr	WOPEREIS	Marco	Deputy Director General- Director of Research for Development	Africa Rice Centre
Bénin	Dr	DIAGNE	Aliou	Researcher	Africa Rice Centre
Kenya	Mr	HIRAOKA	Hiroshi	Coordinateur	Secrétariat de la CARD
Kenya	Mr	FUJIWARA	Kazuyuki	Coordinateur technique	Secrétariat de la CARD
Kenya	Ms	BWIRE	Caroline	Assistante administrative	Secrétariat de la CARD
Nigeria	Dr	YADE	Mbaye	Regional Coordinator	Agricultural Research for Development in Africa (IITA)
Nigeria	Mrs	ADEJUMO- AYIBIOWU	Oluwakemi Damola	National Consultant Nigeria	Secrétariat de la CARD
Italie	M.	SOURANG	Cheikh	Fonctionnaire Nations Unies, Chef d'unité, PTA/CPI	Fonds international de développement agricole (FIDA)

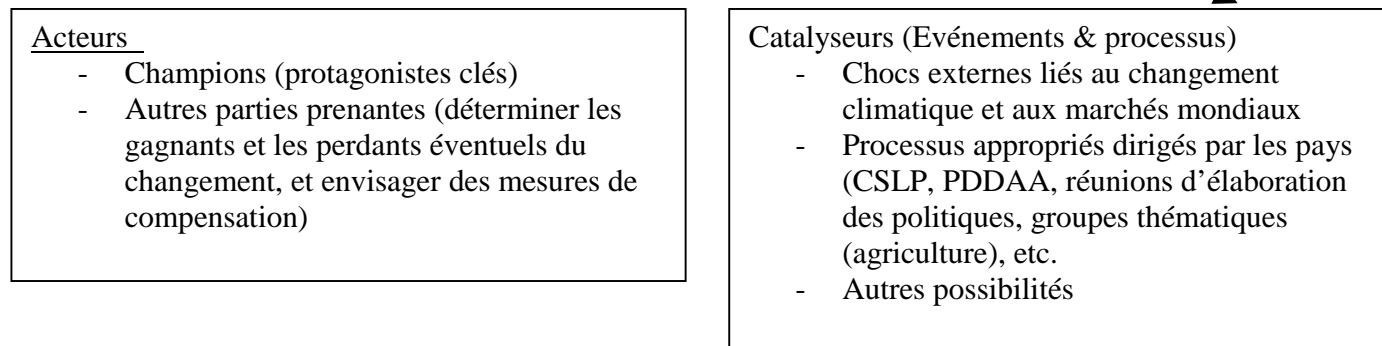
Annexe 3: Sous-secteur / Matrices des éléments d'intervention – Liste des résultats

	Politique / Institutionnel	Infrastructure	Capacité des ressources humaines	Fourniture / appui	Information / connaissances
Semences	<ul style="list-style-type: none"> - Politique semencière - Loi / normes semencières - Multiplication des semences / mécanismes de distribution 	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructures d'obtention - Infrastructures de multiplication - Infrastructures de distribution 	<ul style="list-style-type: none"> - Chercheurs (sélectionneur) - Communauté (si CVS) - Techniciens (multiplication) - Distributeur (public / commercial) - Application des normes de qualité (public) 	<ul style="list-style-type: none"> - Distribution gratuite / subventions du secteur public 	<ul style="list-style-type: none"> - Résultats de la recherche sur la sélection (nouvelles variétés etc.)
Engrais	<ul style="list-style-type: none"> - Politique en matière d'engrais - Loi / normes sur les engrais - Mécanismes de distribution des engrais 	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructures de production - Infrastructures de distribution 	<ul style="list-style-type: none"> - Application des normes de qualité (public) 	<ul style="list-style-type: none"> - Distribution gratuite / subventions du secteur public 	<ul style="list-style-type: none"> - Résultats de la recherche sur l'utilisation des engrais (taux d'application etc.)
Irrigation / gestion de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> - Politique en matière d'utilisation de l'eau - Lois et réglementations - Groupements (associations d'utilisateurs d'eau) 	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructures d'irrigation complète - Infrastructures des bas-fond et pluviale 	<ul style="list-style-type: none"> - Cultivateurs (gestion de l'eau en exploitation) - Associations d'utilisateurs d'eau (gestion collective des ressources) 	<ul style="list-style-type: none"> - Services techniques ne figurant pas ordinairement au budget 	<ul style="list-style-type: none"> - Résultats de la recherche sur la gestion des ressources en exploitation / par la communauté
Diffusion de la technologie en exploitation (R&V)	<ul style="list-style-type: none"> - Politique concernant la recherche et la vulgarisation - Groupements (associations de cultivateurs) 	<ul style="list-style-type: none"> - Installations de recherche et de vulgarisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Chercheurs / techniciens - Vulgarisateurs - Cultivateurs chefs de file - Cultivateurs / groupements de cultivateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Services techniques ne figurant pas ordinairement au budget 	<ul style="list-style-type: none"> - Résultats de la recherche sur les ensembles technologiques en exploitation
Mécanisation	<ul style="list-style-type: none"> - Politique en matière de mécanisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Usines / ateliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Artisans pour la fabrication / maintenance - Opérateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - 	<ul style="list-style-type: none"> - Résultats de la recherche sur la mécanisation

Amélioration de la qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Politique en matière d'amélioration de la qualité - Normes de qualité 	<ul style="list-style-type: none"> - Transformation / conditionnement de qualité - Entreposage efficace 	<ul style="list-style-type: none"> - Opérateurs de transformation, conditionnement - Opérateurs d'entreposage - Personnel pour l'inspection de la qualité 		<ul style="list-style-type: none"> - Résultats de la recherche sur les techniques d'amélioration de la qualité
Accès au marché	<ul style="list-style-type: none"> - Politique en matière de commerce (pour les importations, commerce transfrontalier) - Groupes professionnels (cultivateurs, transformateurs, commerçants, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Entreposage / routes - Accès pour les commerçants, les consommateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Groupements de cultivateurs - Transformateurs - Commerçants 		<ul style="list-style-type: none"> - Résultats de la recherche sur les activités commerciales
Accès au crédit			<ul style="list-style-type: none"> - Prêteurs - Emprunteurs (individu / groupe) 	<ul style="list-style-type: none"> - Fourniture de capitaux pour des plans de crédit 	<ul style="list-style-type: none"> - Résultats de la recherche sur les questions de crédit (p. ex. capacité de remboursement de chaque intervenant dans la chaîne de valeur)
Instruments politiques généraux	<ul style="list-style-type: none"> - Stratégies nationales - Politiques régionales - Politiques appropriées 				<ul style="list-style-type: none"> - Résultats de la recherche sur le développement général du secteur rizicole
Non classifié		<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructure ne figurant pas ci-dessus 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité des ressources humaines ne figurant pas ci-dessus 		<ul style="list-style-type: none"> - Résultats de la recherche ne figurant pas ci-dessus

Annexe 4: Renforcement de la chaîne de valeur du riz en Afrique

MOTEURS (cartographie initiale des SNDR en évolution)



ESPACES (marge de manoeuvre pour la mise en œuvre) SNDR

